



FEDERATION CGT DE LA SANTE ET DE L'ACTION SOCIALE

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

La CGT ne répondra pas à la convocation de la Ministre de la Santé et demande à être reçue par le Premier Ministre

A quelques jours de la journée d'action du 14 novembre à l'appel de très nombreuses organisations syndicales, collectifs et associations, la CGT a reçu une invitation-convocation de la Ministre de la santé le 6 novembre à une réunion devant se tenir le 8 novembre avec le député T. Mesnier et le Pr P. Carli pour discuter de son « pacte sur les urgences ».

Ce n'est pas sérieux et cela confirme que la Ministre et le gouvernement ne prennent pas en compte à son juste niveau le mouvement de révolte qui secoue l'hôpital, et plus largement les secteurs de la santé et de l'action sociale.

Les revendications posées depuis plusieurs mois, d'abord dans les services d'urgences, puis maintenant par l'ensemble des personnels sont très claires et s'articulent autour de trois axes : des effectifs supplémentations, une augmentation générale des rémunérations et l'arrêt des fermetures de lits et des services. Pour y répondre, un préalable a été posé : nous réclamons une augmentation de l'ONDAM hospitalier d'un minimum de 5% immédiatement.

En effet, toutes les mesures annoncées à budget constant sont rejetées massivement car nous refusons cette logique de donner d'une main ce qui est repris par l'autre. C'est une des raisons qui ont motivé le rejet du fameux pacte sur les urgences, car les 750 millions annoncés n'existent pas réellement et ne sont que des redéploiements de crédits.

Dans ce contexte, la CGT ne se rendra pas à cette réunion car, au regard des enjeux, la Ministre ne peut plus être dans la période notre interlocutrice. Nous demandons à être reçu par le Premier Ministre afin de lui demander les arbitrages budgétaires indispensables pour le service public de santé et d'action sociale.

La CGT appelle donc l'ensemble des professionnels et des citoyens à participer à la journée de grève, de manifestations et d'actions du 14 novembre afin que le gouvernement engage de réelles négociations.

Fait à Montreuil, le 7 novembre 2019

Case 538
263, rue de Paris
93515 Montreuil Cedex

N° 69

Tél. : 01 55 82 87 49

E-mail :
com@sante.cgt.fr